

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
TECHNOPOLE ESTER - CS 96820
21 rue Columbia
87068 LIMOGES Cedex 3

Tél : +337 79 70 94 75
Mél : lionel.tixier@bureauveritas.com

N° affaire : 24529083_1-9GT8Y5N

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

**Opération : 87_LIMOGES_CHU_MISE EN SECURITE DE
L'ENSEMBLE DU BATIMENT V80 _ Annexe Hôpital
REBEYROL
2 AVENUE MARTIN LUTHER KING**

Destinataire :

CHU DE LIMOGES
M. Philippe MICHEL
2 AVENUE MARTIN LUTHER KING
87042 LIMOGES CEDEX


Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence d'Amiante - Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
09/12/2024	Rev0	Création du document	Lionel TIXIER 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	9
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	13
3.2.1. Clôture et portail	13
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	15
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier	15
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION SPS	17
4.1. Définition des séquences d'interventions	17
4.2. Analyse de risques	18
4.3. Co-activités et protections collectives	20
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	21
4.3.2. Déplacement de protection collective	21
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	21
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	22
4.4. Equipement de levage	22
4.4.1. Autorisation de survol	22
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	22
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	22

4.5.1. Approvisionnements et stockage	22
4.5.2. Travaux superposés	22
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	23
4.5.4. Protection contre le bruit	23
4.5.5. Protection contre l'incendie	23
4.5.6. Travaux en hauteur	23
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	23
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	24
4.6. Moyens communs	24
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	24
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	24
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	25
4.6.4. Protection des accès – Auvents	25
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	25
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	26
5.1. Stockages sur le chantier	26
5.2. Nettoyage	26
5.3. Enlèvement des déchets	26
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	26
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	27
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	27
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	28
6.1. Déclarations particulières	28
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	28
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	29
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	29
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	30
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	30
6.7. Locaux témoins	30
7. ORGANISATION DES SECOURS	31
7.1. Téléphone de secours	31
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	31
7.3. Travail isolé	31
7.4. Procédure d'organisation des secours	31
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	32
7.6. Point de rencontre secours	32
7.7. Modèle de fiche de secours	33
ANNEXES AU P.G.C.	34

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage (Phase DCE, CCTP, ...)

Conformément à la réglementation le coordonnateur demande au MOA la transmission des rapports de repérage avant travaux. Ces rapports seront annexés au présent PGC dès réception.

Les travaux ne sont autorisés qu'après analyse de risque au regard du document précité.

Si le bâtiment n'est pas concerné par l'amiante, le MOA fournira tout document justifiant de ce fait avant le démarrage des travaux.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

L'opération concerne les travaux de protection incendie, de climatisation et de rénovation des chambres du bâtiment V80 – Annexe de l'hôpital Rebeyrol au CHU de LIMOGES (87).



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O.,
Mode de passation des marchés : lots séparés.
Type de marchés : publics,

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 3 février 2025
Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 5
Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,

- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 4 lots + sous-traitants éventuels.

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Inférieure à 10000 hommesxjours - Opération de 2ème catégorie.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CHU DE LIMOGES	2 AVENUE MARTIN LUTHER KING 87042 LIMOGES CEDEX	philippe.michel@chu- limoges.fr	M. Philippe MICHEL
Bureau d'étude	EDEIS - Agence de BRIVE LA GAILLARDE	5, Boulevard Amiral Grivel B.P. 10523 19107 BRIVE LA GAILLARDE	eric.lajoinie@edeis.com	M. Eric LAJOINIE
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS Construction, Région Nouvelle Aquitaine	Technopole Ester, CS 96820 21 Rue Columbia 87068 LIMOGES CEDEX 03	07 79 70 94 75 lionel.tixier@bureauveritas .com	M. Lionel TIXIER
Inspection du travail	DREETS LIMOUSIN	UNITE TERRITORIALE DE LA HAUTE VIENNE 2, ALLEE SAINT ALEXIS BP 13203 87032 LIMOGES CEDEX	limou- ut87.uc1@direccte.gouv.fr	Accueil
CARSAT	CARSAT LIMOGES	37 avenue du Président René Coty 87048 LIMOGES	arp@carsat-centreouest.fr	Accueil
OPPBTP	OPPBTP - Agence Centre Ouest	4 rue Marcel Pagnol 87100 LIMOGES	nouvelleaquitaine@oppbtp .fr	Accueil

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Conformément à la réglementation le coordonnateur demande au MOA la transmission des rapports de repérage avant travaux. Ces rapports seront annexés au présent PGC dès réception.

Les travaux ne sont autorisés qu'après analyse de risque au regard du document précité.

Si le bâtiment n'est pas concerné par l'amiante, le MOA fournira tout document justifiant de ce fait avant le démarrage des travaux.

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

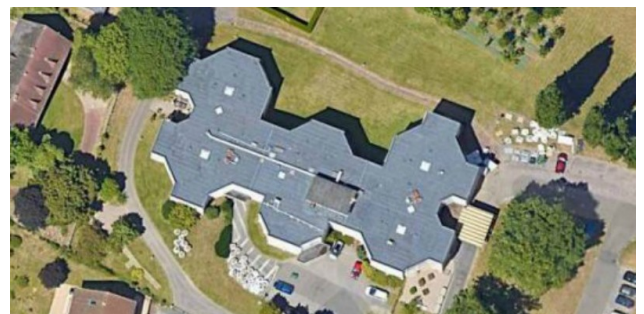
Les travaux seront en partie exécutés dans un établissement de soins en activité et présentant, à ce titre, un impératif de continuité d'alimentation et de fonctionnement ; l'attention des Entreprises est donc attirée sur les précautions à mettre en oeuvre pour éviter toute dégradation du niveau actuel de sécurité des fluides de l'Etablissement.

Tous travaux devant amener une gêne sur les équipements fera l'objet d'une « opération à risques ». Il appartient alors à l'Entreprise de définir avec précision la méthodologie proposée par la rédaction de fiches de procédures détaillées qui seront validées par le Maître d'ouvrage, le Coordinateur Sécurité et le Maître d'OEuvre avant lancement des opérations.

Cette méthodologie sera à expliciter par l'Entreprise grâce à un dossier de plans, constitué en couches correspondant à chacune des phases / étapes de travaux, et sur lesquelles seront clairement identifiés, par code de couleurs les travaux à réaliser.

Ces fiches de procédure devront décrire de façon exhaustive et détaillée le séquençement des tâches à exécuter, et les mesures conservatoires que l'Entreprise compte mettre en oeuvre à la fois pour assurer la sécurité des personnes, pour éviter toute perturbation dans le fonctionnement de l'Hôpital et pour minimiser les configurations critiques et provisoires des réseaux.

Les entreprises doivent fournir au maître d'ouvrage la liste du personnel intervenant préalablement au démarrage des travaux.



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Les travaux se déroulant à l'intérieur du bâtiment, il n'y aura pas de clôtures de chantier, sauf pour la réalisation des travaux de VRD à l'extérieur et si nécessité d'une de stockage pour les besoins du chantier.

3.2.2. Accès

Les entreprises doivent effectuer une visite du site afin d'apprécier les contraintes d'installation de chantier, les impératifs de voisinage à respecter, les difficultés d'accès. Elles doivent définir le matériel et les engins à employer en fonction de ces contraintes.

Une première réunion aura lieu dans la semaine de la notification de l'ordre de service, avec le Maître d'Ouvrage, la Maîtrise d'OEuvre et C.SPS; elle permettra au Maître d'Ouvrage de remettre et de commenter à l'Entreprise :

- les règlements d'hygiène et sécurité,
- les formalités d'accès au site,
- les conditions d'entrée et de sortie de matériels,
- les conditions d'accès aux ouvrages.

Les entreprises se conformeront aux règles de sécurité du CH quant à l'accès sur les lieux, la circulation et le stationnement sur le site, la restitution des clés, et toute autre exigence relative à la présence d'une entreprise extérieure sur le site.

Lors de cette réunion, les entreprises remettront à l'approbation du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'OEuvre un planning détaillé des travaux. Après validation, cette planification deviendra contractuelle.

Pendant la phase des travaux, des réunions de chantier seront programmées selon les besoins. Elles se tiendront sur site et rassembleront les représentants du Maître d'Ouvrage, du C. SPS, de la Maîtrise d'OEuvre et de l'Entreprise.

3.2.3. Circulations

Circulation à l'intérieur du site :

Il n'y aura pas de circulation de véhicule dans l'enceinte des zones chantier. Seuls, les véhicules servant à l'approvisionnement et les véhicules-ateliers pourront pénétrer à l'intérieur de l'enceinte; l'accès se fera sous la conduite d'un responsable de manoeuvre désigné par l'entreprise. Par défaut, celui-ci sera le chef de chantier.

Circulations dans la zone de chantier :

L'accès aux zones de travaux sera conservée pendant toute la durée de ceux-ci.

Les circulations resteront dégagées.

Les circulations piétonnes seront balisées en cas de nécessité.

Les travaux seront exécutés pendant l'horaire normal de travail (8h00 à 17h00 du lundi au vendredi) sauf dérogation accordée par le Maître d'Ouvrage et rendue nécessaire au titre des dispositions du chapitre 3.1.

Aucune aide en personnel et en matériel n'est prévue de la part du Maître d'Ouvrage, hormis la mise à disposition de locaux qui seront dédiés au réfectoire, aux vestiaires, aux sanitaires et à la salle de réunion de chantier.

Aucun local fermant à clé ne pourra être mis à la disposition pour les besoins du Chantier.

Pour toute la durée des travaux, le Titulaire du lot 1 aura à sa charge l'organisation matérielle du chantier avec :

- les équipements réglementaires (tables, chaises, casiers,) et l'entretien de ces locaux est à la charge de l'entreprise.
- l'installation de tous les balisages, clôtures et signalétiques routières éventuellement nécessaires,
- la mise à disposition de toutes les protections individuelles nécessaires à son personnel pour la réalisation des travaux en toute sécurité ; tous les personnels d'entreprise intervenant sur le chantier devront être équipés de vêtement de travail portant de manière visible l'identification de la société qui les emploie, et de badges individuels.

L'accès du site par des véhicules sera également réglementé : uniquement autorisé pour les véhicules de société et ce dans la limite des places disponibles dans l'enceinte de la zone de chantier.

L'eau et l'électricité, pour les besoins de chantier, seront mises à disposition par le Maître d'Ouvrage en un point défini ultérieurement.

Chaque entreprise devra intégrer, dans son offre, toutes les dispositions nécessaires afin de :

- n'occasionner aucune gêne pour le personnel de l'établissement, le public et le voisinage durant les travaux,
- confiner les zones de travail de son personnel dans la zone de chantier mise à disposition,
- définir précisément avec le Maître d'Ouvrage les modalités de livraison de matériaux et de matériels.

Chaque entreprise veillera à ne pas gêner l'accès des véhicules de secours et de livraison.

Lors de la réalisation de tranchées., une passerelle avec garde-corps permettant le franchissement de celles-ci au droit des accès sera installée.

3.2.4. Signalisation

La signalisation complète du chantier incombe à l'entreprise titulaire du lot 1, qui devra en assurer le maintien pendant toute la durée des travaux.

Chaque entreprise devra prendre toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité sur les zones chantier. En particulier, le jour, elle placera des panneaux de signalisation et des barrières.

L'entreprise titulaire du lot 1 doit la mise en place des panneaux de signalisation réglementaires sur les clôtures de chantier : "chantier interdit au public" et "port du casque obligatoire".

Signalisation à l'attention du public :

Des panneaux interdisant l'accès du chantier au public seront apposés sur la clôture par l'entreprise ayant mis en place cette dernière.

Signalisation à l'attention des entreprises :

Des panneaux autorisant l'accès du chantier sous réserve du port des EPI adaptés seront apposés sur la clôture par l'entreprise ayant installé cette dernière.

Signalisation et fléchage sur rue :

La signalisation temporaire mise en place devra avoir reçu l'accord des services de police concernés.

3.2.5. Stationnements

Stationnement limité sur le site aux seuls véhicules d'entreprises. Les véhicules personnels devront stationner à l'extérieur du site.

3.2.6. Stockage

Le stockage sera organisé conformément au CCTP. La zone de stockage sera délimitée à l'aide d'éléments de grilles Heras tout en laissant un passage libre pour la circulation piétonne.

L'entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires afin de ne pas endommager le revêtement avec le stockage. Les zones de stockage devront impérativement être restituées dans leur état d'origine à la fin des travaux.

Substances dangereuses :

Les magasins contenant des produits dangereux seront pourvus de moyens de prévention adaptés aux risques. Ces mesures seront décrites dans le PPSPS.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

L'alimentation électrique serait réalisée depuis le TGBT existant par l'entreprise Titulaire du 3 à partir d'une protection mise en place par le CH.

Équipement électrique :

Les installations électriques seront réalisées par du personnel dûment habilité et respecteront les normes en vigueur.

Les installations électriques seront soumises à vérification par un organisme agréé.

L'installation électrique du chantier comprendra, à partir du TGBT existant :

- Installations de coffrets comprennent un dispositif de protection différentiel 30mA. Ils comporteront 4 prises au minimum et leur nombre sera calculé de façon que la longueur des rallonges n'excède pas 25m.

Eclairage provisoire :

Sans objet

Nota : L'éclairage des postes de travail reste à la charge de chacune des entreprises.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Le CHU mettra à disposition pour la durée du chantier des locaux qui seront dédiés au réfectoire, aux vestiaires, aux sanitaires et à la salle de réunion de chantier.

Les équipements réglementaires (tables, chaises, casiers,) et l'entretien de ces locaux est à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1. Cet entretien est à prévoir quotidiennement.

Prévoir en fin de chantier, la dépose et l'évacuation des équipements, le nettoyage et la remise en état de ces locaux.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE.

C'est pourquoi cette tâche, sera particulièrement contrôlée par le Coordonnateur SPS.

Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages.

Cette évacuation doit être journalière et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé. Leur mise en dépôt se fera en un endroit désigné d'un commun accord avec la maîtrise d'oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Chaque entreprise devra :

- Le nettoyage complet de ses surfaces de travaux.
- Le nettoyage complet de tous ses abords, enlèvements périodiques de ses déchets stockés à l'extérieur, l'évacuation des déchets spéciaux (peinture, colle, ...) est à charge de l'intervenant concerné. En cas de défaillance, après rappel, le Maître d'ouvrage fera appel à une entreprise de nettoyage aux frais de l'entreprise.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),

- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Jusqu'à réception
Accès	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Jusqu'à réception
Circulations	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Jusqu'à réception
Signalisation	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Jusqu'à réception
Stationnement	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Jusqu'à réception
Stockage	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Jusqu'à réception
Réseaux provisoires de chantier	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Jusqu'à réception
Coffret électrique général	Electricité	Electricité	Jusqu'à réception
Coffret divisionnaire et éclairage	Electricité	Electricité	Jusqu'à réception
Cantonnement	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Jusqu'à réception
Infirmierie de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	Toutes entreprises	Toutes entreprises	Jusqu'à réception
PIC	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Jusqu'à réception
Protections collectives	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Gros-Oeuvre _ VRD _ Second-Oeuvre	Jusqu'à réception
Accès hauteur communs			
Déchets - Gravats	Toutes entreprises	Toutes entreprises	Jusqu'à réception

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TCE		TCE	Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Travaux à point chaud Déplacement de plain-pied Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement Contact électrique direct ou indirect Chute d'objets, éclats Produits dangereux Travail en hauteur Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Manutention manuelle Travail en hauteur Inhalation poussières Amiante Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place. Obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur DICT et plans de recollements . .

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TCE

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	L'entreprise titulaire met à disposition une benne à déchets.
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier.	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Travaux à point chaud	Extincteur au poste de travail Arrêt des travaux par point 2 H00 avant la fermeture du chantier Établir une permis feu avec le PC Sécurité.	.
Déplacement de plain-pied	Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.
Déplacement de plain-pied	Création de cheminements piétons stabilisés, selon plan de circulation préalablement soumis. Ces cheminements seront matérialisés (GBA lestées, barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête).	Emprunter les circulations piétonnes définies.
Rupture, effondrement	L'exécution des fouilles doit se faire par tronçons de 20 m qui doivent être remblayés à l'avancement, aucune fouille ne peut rester ouverte en fin de journée. Afin de supprimer les risques d'ensevelissement, l'entreprise doit respecter les dispositions suivantes : obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur - Interdiction de sortir de l'emprise du blindage. Ne jamais surcharger les bords de fouilles,	Éviter tout dépôt de matériel ou de matériaux et toute circulation de véhicules et d'engins à proximité de la tranchée. Permis de fouille à demander avant tout travaux de terrassement.
Contact électrique direct ou indirect	"DT, DICT, à faire par les intervenants S'assurer des piquetages des réseaux avant intervention et ouverture des fouilles Personnels habilités et formés"	Lecture des retour des concessionnaires
Chute d'objets, éclats	Baliser à l'aplomb des zones de travail et interdire l'accès aux zones de danger.	Respect du balisage mis en place
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés,	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.</p> <p>Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.</p>	
Travail en hauteur	<p>Approvisionner des nacelle élévatrices ou des échafaudages roulant sur sites. L'utilisation d'échelle en tant que poste de travail est strictement interdits.</p> <p>Baliser les zones de travail et interdire l'accès.</p> <p>Dans le cas d'utilisation de nacelle élévatrice autorisation de conduite du personnel et vérification périodique des engins à jours.</p>	Respecter les zones d'interventions
Contact électrique direct ou indirect	Consignation : Tant que la réception des travaux n'est pas prononcée, toutes les consignations des fluides seront réalisées par le Service technique du CH ou son représentant (qui sont habilités en conséquence).	
Contact électrique direct ou indirect	<p>Le personnel employé par l'Entreprise devra être qualifié et habilité aux termes de la norme UTE NF C18-515 et additifs. Après passation du Marché, l'Entreprise désignera un responsable de l'exécution qui sera l'unique interlocuteur pendant la durée des travaux.</p> <p>Ce responsable présent en permanence sur le site aura toute compétence et pouvoir de décision pour répondre aux exigences du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre, du Coordinateur de sécurité ou de leurs représentants. Celui-ci sera tenu d'assister aux rendez-vous de chantier et aux réunions spécifiques (ou d'y déléguer un de ses agents ayant pouvoir de décision) et sera en relation avec les responsables de l'établissement.</p>	
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	
Manutention manuelle	<p>Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle.</p> <p>Privilégier la manutention mécanique.</p>	
Travail en hauteur	<p>Toute personne travaillant en hauteur doit avoir une sensibilisation aux risques du travail en hauteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formation spécifique risque chutes de hauteur ; 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	<p>- ou par une formation à l'utilisation d'un équipement de travail en hauteur (formation échafaudage, nacelle, ...).</p> <p>Balisage du poste de travail</p> <p>Superposition de tâche proscrite.</p> <p>Risque CMR - Exposition aux poussières de silice cristalline</p> <p>=> Pour les opérations notamment de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - découpe, perçage, démolition manuelle ou mécanique, - tronçonnage, rainurage, ponçage sols / murs, - préparation et application d'enduits - nettoyage et évacuation des gravats <p>Mesures à mettre en œuvre:</p> <p>=> limiter le nombre de travailleurs exposés à ces opérations - le temps des travaux par exemple,</p> <p>=> création de zones de travaux dédiés: découpes, tronçonnage, préparation des enduits, ... par exemple, ...</p> <p>=> mettre en place les protections collectives permettant de réduire le dégagement de poussières au maximum; aspiration à la source, humidification, aération, ...</p> <p>=> balisage des zones de travaux à risques + affichages pour sensibiliser les travailleurs pouvant être exposés</p> <p>=> sensibilisation réalisée par chaque entreprise, des travailleurs intervenants.</p> <p>=> définir les protections individuelles appropriées réduisant encore l'exposition aux poussières de silices, type masque de protection respiratoire classe P3.</p> <p>Ces EPI sont fournis aux travailleurs intervenants par l'employeur.</p> <p>=> Analyse des risques des entreprises à réaliser et à transmettre.</p>	
Amiante	<p>Conformément à la réglementation le Coordonnateur SPS demande au MOA la transmission des rapports de repérage avant travaux. Ces rapports seront annexés au présent PGC dès réception. Les travaux ne sont autorisés qu'après analyse de risque au regard du document précité.</p> <p>Si le bâtiment n'est pas concerné par l'amiante, le MOA fournira tout document justifiant de ce fait avant le démarrage des travaux.</p>	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que les entreprises titulaires soient chargées de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par les entreprises titulaires des Lots.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage (couleur distincte).

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise titulaire est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise titulaire qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise titulaire est tenue de se substituer à celle-ci. Si c'est l'entreprise titulaire qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité. En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gazeuses toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .). Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la

maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires devra être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'opération.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Voir détail dans l'annexe « MESA »

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise devra veiller en permanence à la propreté du chantier et à procéder aux nettoyages prescrits par le maître d'oeuvre.

Outre la remise en état des lieux conformément au marché., l'entrepreneur est également tenu de réaliser, sans plus-value spécifique, la protection des parements exécutés puis le nettoyage de tous les ouvrages exécutés conformément au marché.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Nettoyage en cours de travaux

Pendant la phase de réalisation, chaque entreprise devra nettoyer régulièrement ses gravois et les évacuer régulièrement du site à ses frais.

Le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage pourront demander des nettoyages complémentaires s'ils les

jugent utiles.

Nettoyage en fin de travaux

Tous les ouvrages seront soigneusement nettoyés ; les ouvrages existants qui n'auraient pas été protégés avant l'exécution des travaux seront à remettre en parfait état par l'entreprise concernée à ses frais.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
- Demandes d'arrêtés - Demande d'autorisation de voirie à demandes auprès du CH.
- Autorisations concessionnaires - DT à charge du maître d'ouvrage

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

L'entreprise établit les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Généralités :

La réalisation des travaux est fortement conditionnée par le site dans lequel elle se déroule.

Les principales contraintes sont :

- l'obligation d'assurer la permanence de l'activité du CH.
- la présence du public (patients et visiteurs) et du personnel du CH (personnel soignant, administratif, personnel de maintenance)
- le respect des règles d'organisation du chantier
- l'obligation de palier aux nuisances dues à la réalisation des travaux.

Permanence de l'activité du CH :

En aucun cas, l'activité du Centre Hospitalier ne doit être perturbée. Toute modification de l'organisation existante du site imposée par les travaux doit faire l'objet d'un accord de la part du Maître d'ouvrage.

Une attention particulière doit être portée :

- à la permanence des circulations existantes (véhicules et piétons),
- à laisser libre accès aux services du CH (accès, livraisons, etc...)

Présence du public et du personnel :

La gêne occasionnée au personnel et au public doit être limitée, leur sécurité assurée :

- mise en place de clôtures et maintenance de celles-ci,
- fermeture du chantier à chaque interruption des travaux y compris pendant le déjeuner,
- signalisation des travaux maintenue à jour.

De son côté, le Maître d'ouvrage :

- informera le personnel et le public de l'établissement,
- assurera la signalisation et le fléchage à l'intérieur de l'établissement,
- complétera le cas échéant, le dispositif de sécurité devenu inopérant du fait de la présence du chantier.

Respect des règles d'organisation :

Les règles édictées par le CCTP et le présent PGC sont respectées, notamment en matière de :

- stationnement,
- approvisionnement,
- stockage,
- évacuation des gravois et déchets,
- d'utilisation de la base vie.

Les engins et les moyens d'élévation (PIRL, échafaudage, etc...) devront être rendus inutilisables en dehors de la présence de l'entreprise.

D'autre part, le Maître d'ouvrage pourra imposer que certaines tâches soient réalisées pendant des plages horaires définies préalablement.

Nuisances dues à la réalisation des travaux :

Les nuisances produites par les travaux seront minimisées.

Bruits :

Les modes opératoires les moins bruyants seront privilégiés :

- limitation du bruit à la source par encoffrement,
- vérification des ouvrages en cours de réalisation afin d'éviter leurs modifications ou démolition.

Poussières :

L'émanation et la propagation de la poussière seront limitées par des mesures passives et les modes opératoires :

- les modes opératoires produisant le moins de poussières seront privilégiés,
- la dispersion de la poussière sera évitée,
- les zones de travaux et le chantier en règle générale seront nettoyés à l'avancement,
- les gravois seront évacués au fur et à mesure.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

D'autres travaux en cours et futurs sont potentiellement concomitants.

Des opérations courantes de maintenance ou de modification des installations ou unités existantes peuvent également se dérouler, l'entreprise devra accepter d'adapter son organisation (sans supplément de prix) pour permettre le bon déroulement de ces opérations.

En matière d'organisation du chantier, cette simultanéité nécessite que pour limiter les gênes réciproques, chaque chantier reste dans les strictes limites de la zone qui lui est affectée aussi bien en termes d'installations de chantier et de zone de travaux qu'en termes de circulations.

L'accès défini dans le présent document est le seul qui puisse être utilisé pour les besoins des entreprises de la présente opération.

Par ailleurs, les entreprises devront prévoir toutes les sujétions pouvant découler sur leur organisation ou leurs équipements de la présence de chantiers sur le même site.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Les travaux sont réalisés sur un site en exploitation.

- Les entreprises extérieures devront se conformer aux règles imposées par le plan de prévention établi par l'entreprise utilisatrice.
- L'étude des modes opératoires tiendra compte des risques qui peuvent être exportés vis à vis du fonctionnement de l'établissement.
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors des limites clôturées du chantier.
- Les bruits, poussières seront limités au minimum des connaissances et techniques de mise en oeuvre actuelles.
- Les issues de secours doivent rester dégagées en permanence.

- Les consignations et déconsignations de réseaux ne pourront se faire qu'après avis du chef d'établissement et par du personnel habilité.
- Un permis de feu sera établi pour chaque travail par point chaud sur l'existant.
- L'entreprise mettra en oeuvre les clôtures et protections provisoires entre les zones en travaux et les zones en activité, avant tout démarrage de travaux.
- Certains travaux présentant des risques particuliers pourront être imposés en horaires décalés par rapport aux horaires de l'établissement.
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, transports de fonds, etc . . .
- Les travaux de raccordements des fluides et ventilations sont exécutés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement,
- permis de fouilles.

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Le stockage de produits inflammables sur le chantier est soumis à l'accord du maître d'oeuvre et du coordonnateur. Les produits ainsi que les moyens de préventions qui s'y rapportent sont décrits dans les PPSPS.

Les postes de travail par points chauds sont pourvus d'un extincteur adapté au risque.

Les emplacements de travail et les lieux contigus sont vérifiés avant de quitter le chantier.

Permis feu :

Un permis feu donné par le maître d'ouvrage, est institué pour les tâches nécessitant l'utilisation de points chauds.

Il est délivré par le SERVICE SECURITE INCENDIE, au plus tard 3 jours avant le début des travaux.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

(Sans objet)

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans les locaux utilisés par le personnel, à proximité des téléphones.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Dès la signature du marché, chaque entrepreneur désignera un responsable de chantier.

Consignes de premier secours :

Les entreprises définiront dans leur P.P.S. les consignes de premiers secours en fonction des risques générés par leur activité.

Emploi de produits dangereux :

Les entreprises indiqueront dans leur P.P.S. les consignes de premiers secours adaptés aux produits mis en oeuvre. Ces consignes seront affichées.

Matériels de secours :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours adaptée aux risques générés par leur activité. Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces boîtes sont entreposées.

Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) :

La liste des secouristes présents sur le chantier sera tenue à jour;

Les secouristes S.S.T. porteront une marque distinctive les rendant reconnaissable par l'ensemble du personnel du chantier.

Téléphone de secours :

Les entreprises intervenantes mettront à la disposition de leurs équipes présentes sur le site un téléphone portable permettant d'appeler les secours.

A partir d'un portable, le numéro d'appel des secours dans l'enceinte du CH est le : **A DEFINIR**

A partir d'un poste interne, le numéro d'appel des secours du CH est le 18

La liste des différents numéros d'appel d'urgence sera affichée par l'entreprise de gros-oeuvre :

- à côté des postes de travail .

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

L'entreprise de désamiantage doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en oeuvre en cas de dégradation volontaire (pénétration des services de secours en zone confinée) ou non, du confinement (Alerte, Évacuation du chantier . . .).

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Se conformer aux indications du CH.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

**1. ICI CHANTIER : 87_LIMOGES_CHU_MISE EN SECURITE DE
L'ENSEMBLE DU BATIMENT V80 _ Annexe Hôpital
REBEYROL**

Adresse : 2 AVENUE MARTIN LUTHER KING 87000 LIMOGES

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Se conformer aux indications du CH.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_MESA